

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

HOVIA

Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique

Siège social :

104, rue Jouffroy d'Abbans

75017 Paris

RCS 775 676 265

Exercice clos le 31 décembre 2023

Tuillet Audit

SAS d'Expertise-Comptable et
de Commissariat aux Comptes

au capital de 429 080 €

inscrite au tableau de l'Ordre de la région

Paris – Ile-de-France et membre de

la Compagnie régionale de Versailles

et du Centre

RCS Nanterre 343 541 231

29, rue du Pont

92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

HOVIA

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Assemblée générale de l'Association HOVIA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association HOVIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 31 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes,

Tuillet Audit

Membre français de Grant Thornton International

Cyril Brogniart

Associé



BILAN

	ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023			Exercice clos le 31/12/2022	Variation 2023 / 2022
		Brut	Amort. & Provision	Net	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles :	2 395 400	1 511 573	883 827	931 989	- 48 163
	Frais d'établissement	304 454	282 339	22 116	47 907	- 25 792
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-
	Logiciels, droits & valeurs similaires	162 995	135 282	27 713	22 967	4 746
	Autres	1 917 938	1 093 953	823 985	720 142	103 843
	Immobilisations incorporelles en cours	10 014	-	10 014	140 974	- 130 960
	Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles :	70 489 655	39 451 900	31 037 755	32 557 086	- 1 519 331
	Terrains	1 401 004	74 012	1 326 991	1 335 559	- 8 568
	Constructions	43 508 760	22 140 850	21 367 910	22 410 518	- 1 042 608
	Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 242 262	1 473 103	769 159	870 082	- 100 923
	Autres	23 023 018	15 763 934	7 259 084	7 183 365	75 719
	Immobilisations corporelles en cours	271 727	-	271 727	734 919	- 463 192
	Avances et acomptes	42 884	-	42 884	22 643	20 241
	Immobilisations financières (I)	6 729 634	250 000	6 479 634	6 799 224	- 319 590
	Participations et créances	651 379	-	651 379	642 836	8 543
	Créances rattachées à des participations	3 237 000	250 000	2 987 000	2 969 600	17 400
	Titres immobilisés de l'activité portefeuille	164 746	-	164 746	160 958	3 788
	Autres titres immobilisés	-	-	-	500 052	- 500 052
	Prêts	2 281 410	-	2 281 410	2 121 455	159 955
	Autres immobilisations financières	395 100	-	395 100	404 323	- 9 224
	TOTAL I	79 614 690	41 213 473	38 401 216	40 288 300	- 1 887 084
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :	8 151	-	8 151	7 404	747
	Matières premières et autres approvisionnements	8 151	-	8 151	7 404	747
	Encours de production	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes	322 111	-	322 111	647 735	- 325 625
	Créances (I) :	23 584 108	2 495 599	21 088 508	26 707 699	- 5 619 190
	Créances usagers et comptes rattachés (2)	19 437 448	2 495 599	16 941 849	21 963 947	- 5 022 099
	Autres	4 146 659	-	4 146 659	4 743 751	- 597 092
	Valeurs mobilières de placement	11 366 910	108 982	11 257 928	11 060 436	197 492
COMPTES DE REGULARISATION	Disponibilités	13 438 689	-	13 438 689	12 922 632	516 057
	Charges constatées d'avance	622 596	-	622 596	540 026	82 570
	TOTAL II	49 342 564	2 604 581	46 737 983	51 885 932	- 5 147 949
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-		-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		128 957 254	43 818 054	85 139 200	92 174 232	- 7 035 032
(1) Dont à moins d'un an						
Dont à plus d'un an				133 316	133 316	
(2) Dont créances article R.314-96 du CASF						

ENGAGEMENTS RECUS

Legs net à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents

- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

-

-

-

-



BILAN

	PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022	Variation 2023 / 2022
Fonds propres (*)	Fonds propres			
	Fonds propres sans droit de reprise	20 599 232	20 954 550	- 355 318
	Ecarts de réévaluation sans droit de reprise	313 297	313 297	-
	Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-
	Réserves	23 801 695	22 033 779	1 767 916
	- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	21 435 106	19 659 933	1 775 172
	- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	2 366 589	2 373 845	- 7 256
	Report à nouveau (a)	1 377 223	4 412 262	- 3 035 039
	- Report à nouveau (gestion propre)	12 285 833	12 920 036	- 634 203
	- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	- 10 908 610	- 8 507 774	- 2 400 836
	Excédent ou déficit de l'exercice (b)	- 3 621 962	- 1 940 219	- 1 681 743
	- Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 3 325 234	- 1 292 232	- 2 033 002
	- Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	- 296 727	- 647 987	351 260
	Subventions d'investissement	1 810 320	1 881 442	- 71 122
	Provisions réglementées	275 285	271 057	4 228
	TOTAL I	44 555 091	47 926 168	- 3 371 077
FONDS DEDIES	Fonds dédiés :	8 971 548	9 044 110	- 72 562
	TOTAL II	8 971 548	9 044 110	- 72 562
PROVISIONS	Provisions pour risques	158 858	186 567	- 27 709
	Provisions pour charges	-	110 842	- 110 842
	TOTAL III	158 858	297 409	- 138 551
DETTES (1) (d)	Emprunts obligataires	-	-	-
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	10 876 437	12 285 419	- 1 408 982
	Emprunts et dettes financières divers	68 838	68 803	35
	Redevables avances reçues	-	-	-
	Avances et acomptes reçus sur commande en cours	1 895 257	1 571 642	323 616
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)(c)	4 230 042	3 984 586	245 457
	Dettes fiscales et sociales	11 450 117	14 204 597	- 2 754 480
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	126 326	359 335	- 233 009
	Autres dettes	2 747 175	2 366 170	381 006
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	59 510	65 995	- 6 485
	TOTAL IV	31 453 703	34 906 545	- 3 452 843
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	85 139 200	92 174 232	- 7 035 032
(1) Dont à plus d'un an				-
Dont à moins d'un an		4 230 042	3 984 586	245 457
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		711 590	14 727	696 863
(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit de déficits reportés.				
(b) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit de déficit.				
(c) Dettes sur achat ou prestation de services.				
ENGAGEMENTS DONNES				
Legs net à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents		-	-	-
- autorisés par l'organisme de tutelle		-	-	-
Dons en nature restant à vendre		-	-	-



COMPTE DE RESULTAT

EURO	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022	Variation 2023 / 2022
Produits d'exploitation :			
Ventes de marchandises			
Production vendue			
- Biens et services	2 448 965	2 330 063	118 902
- Services	-	-	-
- Dotation et produits de tarifications	83 186 187	80 769 489	2 416 698
- Autres	-	-	-
Produits des activités annexes	-	-	-
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	-	-	-
Subventions d'exploitation	1 048 430	1 098 360	- 49 930
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	476 390	1 628 272	- 1 151 881
Cotisations	3 655	2 045	1 610
Autres produits (hors cotisations)	6 078 357	7 772 679	- 1 694 322
TOTAL I	93 241 985	93 600 907	- 358 923
Charges d'exploitation :			
Achats de marchandises (c)	-	-	-
Variations des stocks (d)	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements (c)	56 736	52 759	3 978
Variations des stocks (d)	-	-	-
Autres charges externes *	32 416 782	28 162 872	4 253 910
Impôts, taxes et versements assimilés	5 799 798	5 455 781	344 017
Salaires et traitements	38 911 182	40 173 072	- 1 261 890
Charges sociales	15 198 094	14 945 895	252 199
Dotation aux amortissements et aux provisions	-	-	-
Sur immobilisations : dotation aux amortissements (e)	3 737 833	3 577 520	160 313
Sur immobilisations : dotation aux provisions	-	-	-
Sur actif circulant : dotation aux provisions	241 317	601 462	- 360 145
Pour risques et charges : dotation aux provisions	138 846	35 557	103 289
Autres charges	469 887	2 024 981	- 1 555 095
TOTAL II	96 970 475	95 029 900	1 940 575
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 3 728 490	- 1 428 992	- 2 299 497
Quotes parts de résultat sur opérations faites en commun	-	-	-
Excédent ou déficit transféré III	-	-	-
Déficit ou excédent transféré IV	25 238	25 000	238
* Y compris			
- redevances de crédit-bail mobilier	14 316	14 414	- 97
- redevances de crédit-bail immobilier	242 978	191 236	51 742



COMPTE DE RESULTAT

EURO	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022	Variation 2023 / 2022
Produits financiers :			
De participations	-	271	- 271
Autres intérêts et produits assimilés	131 984	118 146	13 838
Reprise sur provisions et transferts de charges	307 363	217 592	89 771
Valeurs mobilières de placement : revenus et produits de cessions	-	-	-
TOTAL V	439 346	336 009	103 338
Charges financières :			
Dotations aux amortissements et aux provisions	108 982	303 625	- 194 643
Intérêts et charges assimilées	340 333	379 203	- 38 870
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
TOTAL VI	449 314	682 828	- 233 514
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	- 9 968	- 346 819	336 851
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	- 3 763 695	- 1 800 812	- 1 962 883
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion	4 931	7 464	- 2 532
Sur opérations en capital	263 736	196 893	66 844
Reprises sur provisions et transferts de charges	355 198	380 477	- 25 279
TOTAL VII	623 866	584 833	39 033
Charges exceptionnelles :			
Sur opérations de gestion	140 717	305 312	- 164 595
Sur opérations en capital	-	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	37 000	23 728	13 272
TOTAL VIII	177 717	329 040	- 151 323
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	446 149	255 793	190 356
Impôt sur les sociétés (IX)	-	-	-
Total des produits (I+III+V+VII)	94 305 198	94 521 749	- 216 552
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	97 622 744	96 066 768	1 555 976
SOLDE INTERMEDIAIRE	- 3 317 546	- 1 545 019	- 1 772 528
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	404 036	490 443	- 86 407
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	- 708 451	- 885 644	177 192
EXCEDENT ou DEFICIT DE L'EXERCICE	- 3 621 962	- 1 940 219	- 1 681 743
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat	5 346	3 741	1 605
Prestations en nature	-	-	-
Dons en nature	-	-	-
Total	5 346	3 741	1 605
Charges			
Secours en nature	-	-	-
Mise à disposition gratuite de biens et services	-	-	-
Personnel bénévole	-	-	-
Total	-	-	-



ASSOCIATION HOVIA
104, rue Jouffroy d'Abbans
75017 PARIS

ANNEXE SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2023

L'association HOVIA est née de la fusion absorption par l'association Le Moulin Vert de l'association de l'Œuvre de l'Hospitalité du Travail.

Fondée en 1902 par l'Abbé Jean Viollet, l'association dite « Le Moulin Vert » (*LMV*), Centre Familial d'Action Sanitaire, Sociale & socio-Culturelle, dont la déclaration a été publiée au Journal officiel du 23-24 février 1925 a été reconnue d'utilité publique par décret du 30 juin 1928. Elle a pour but de concevoir, créer, administrer, animer tous services d'aide à la famille et à ses membres sur le plan matériel et moral, dans les domaines de l'action sanitaire, sociale, éducative et socio-culturelle.

L'Association est rigoureusement neutre au point de vue philosophique, politique et confessionnel. Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social au 104 rue Jouffroy d'Abbans à Paris XVII.

Fondée en 1880 par le sénateur Léon LEFEBURE et mère Saint-Antoine de la congrégation de Notre Dame du Calvaire de Gramat, l'association dite « Œuvre de l'Hospitalité et du Travail » (*OHT*) avait pour objet "d'aider moralement et matériellement des femmes qui, par suite de circonstances accidentelles ou habituelles, se trouvent hors d'état de gagner normalement leur vie".

1

Les moyens d'action de l'association sont les suivants :

- Tout travail de recherche sur l'action sanitaire, sociale et socio-culturelle orientée sous un angle familial,
- Tout service et établissement conforme aux objectifs poursuivis,
- Toute publication rendant compte des recherches et réalisations,
- Toute coopération avec des organismes publics ou privés poursuivant des buts analogues ou connexes,
- L'hébergement (*notamment l'intermédiation locative*) et le logement du public concerné par l'objet de l'association.

Le bilan de l'Association HOVIA arrêté au 31 décembre 2023, fait apparaître un total bilan de 85 139 200 €. Le compte de résultat traduit l'activité de 12 mois d'exploitation, couvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 ; il fait apparaître un total de produits de 94 305 198 € et un total charges de 97 622 744 €. Les reports des ressources non utilisés des exercices antérieures des fonds dédiés s'élèvent à 404 036 € et les engagements à réaliser sur ressources affectées à – 708 451 €. Le résultat de l'exercice est un déficit de - 3 621 962 €.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'administration de l'Association en date du 25 avril 2024.

.....	1
Renseignements d'ordre général	3
I – MODES ET METHODES D'EVALUATION.....	3
II- CHANGEMENTS COMPTABLES	4
III- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	4
A- Renseignements concernant des rubriques de l'actif du bilan	8
I-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	8
II - MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE	8
III - METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS	8
IV- ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT.....	9
V- CHARGES CONSTATEES D'AVANCE ET PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES.....	10
B- Renseignements concernant les rubriques du passif du bilan	11
I- FONDS PROPRES	11
II- FONDS DEDIES	11
III- PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	12
IV- ETAT DES DETTES.....	12
V- PRODUITS CONSTATES D'AVANCE – CHARGES A PAYER SUR DETTES	12
C- Renseignements concernant les rubriques du compte de résultat	13
I- RUBRIQUES DE PRODUITS.....	13
II- RUBRIQUES DE CHARGES	14
III- RUBRIQUES DE RESULTAT FINANCIER	15
IV- RUBRIQUES DE RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	15
D- AUTRES INFORMATIONS	16
I- ENGAGEMENTS HORS BILAN	16
II- PRINCIPES D'AGREGATION DES COMPTES	18
III- RESULTAT DES COMPTES ADMINISTRATIFS	18
IV- REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES	18
V- EFFECTIF	18
VI- VALORISATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE.....	19
VII- HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	19
VIII- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES	19

Renseignements d'ordre général

I – MODES ET METHODES D'EVALUATION

1- Hypothèses de base

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices comptables.

2 – Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi des coûts nominaux exprimés en Euros courants.

En ce qui concerne la valorisation des stocks finaux, elle a été effectuée suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

3- Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Des établissements sociaux et médico-sociaux soumis aux dispositions du décret n° 2003-1010 du 22/10/2003 ;
- Du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables aux personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général ;
- Du règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- De l'instruction M22 budgétaire et comptable applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux ;
- De l'avis du CNC 2007-05 du 4 mai 2007 relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de l'Action sociale et des familles ;
- De l'instruction de DGAS/SD5B n° 2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et aux organismes gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médicaux-sociaux relevant de l'article L.314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.

II- CHANGEMENTS COMPTABLES

Néant.

III- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- **L'association**

2023 représente pour l'association une année de développement de ses activités principalement sur le pôle Protection de l'enfance lorsque les autres pôles ont connu majoritairement un maintien de l'activité à l'exception du pôle EHPAD. Ce dernier, à l'image du secteur au niveau national, a connu de grandes difficultés, tant en termes d'occupation que de charges relatives à son fonctionnement.

L'ensemble des activités ont souffert des effets de l'inflation touchant autant les dépenses d'énergie, de baux que d'alimentation.

Si l'année 2022 était marquée par nombre de mises en place de réévaluations salariales propres au secteur, 2023 a été moins concernée (contexte de négociations de CCUE au niveau national) par ce sujet, alors même que les enjeux associés à l'optimisation des ressources humaines restent toujours très préoccupants (réduction du turn-over, attractivité des métiers et des rémunérations).

La démarche engagée depuis 2 ans par l'association en faveur de l'harmonisation des rémunérations et de l'identification des critères à prendre en considération afin d'envisager des traitements supra CCN favorise la prise en compte de l'équité de traitement dans toute proposition salariale établie, mais ne permet pas d'agir structurellement sur l'attractivité.

Au-delà, le recours à la main d'œuvre externe atteint des proportions jamais connues jusqu'alors, plus particulièrement au sein des Etablissements assurant une activité d'hébergement. Le recours aux prestataires proposant une mise à disposition rapide de personnel à l'occasion de vacance de poste représente un coût supplémentaire pour nos établissements.

Lorsque le recours aux prestataires de mise à disposition de personnel ne donne pas lieu à un pilotage et une évaluation régulière de ses effets, le risque de déstabilisation des collectifs reste entier, tant sur le plan fonctionnel qu'organisationnel, et donc un risque pour la qualité des accompagnements des personnes.

Au sein d'HOVIA, l'année 2023 aura permis de tendre progressivement vers une stabilisation des systèmes d'Information RH, concernant notamment la Fonction Ressources Humaines à travers son logiciel Nov RH, mais aussi de développer tant la démarche éthique, RSE (dans une phase de préfiguration de la gouvernance associative) que le développement d'une stratégie de marque employeur, notamment fondée sur l'élargissement de la composition du Comité de pilotage QVT, le renforcement du suivi opérationnel des propositions qui en émanent, et une nouvelle phase de déploiement du Guide des pratiques managériales.

L'établissement de process permet de mieux appréhender les problématiques que peut rencontrer l'association, ce qui, grâce à la mise en place de nouveaux outils (reporting), sera une condition essentielle à une meilleure prise de décision en termes de gestion des activités.

HOVIA a été en 2023 un acteur actif dans la réflexion liée aux travaux nationaux portant sur les revalorisations salariales, l'attractivité des métiers et la négociation de la CCU (mise en place d'une démarche interne d'évaluation des compétences relative aux Emplois clés, en cohérence avec la structure de classification proposée par Axxess fin 2022), mais aussi sur la transformation de l'offre. Des réflexions à de nouveaux projets toujours plus innovants (coopérations, partenariats, réponses à AAP & AMI) ont aussi été portées.

L'année 2023 a été aussi marqué par le Changement de Présidence au sein de l'Association, Madame HYVERNAT Laurence a pris ses fonctions de nouvelle Présidente lors de l'Assemblée Générale de juin en remplacement de Monsieur PERICARD Benoît.

Enfin 2023 aura aussi été l'année des 120 ans de l'action initiée par notre fondateur l'Abbé Jean Viollet avec l'organisation d'une journée associative le 15 juin 2023 où les actions innovantes de notre association ont été présentées lors de tables rondes et où les enjeux du secteur ont été traités par des invités prestigieux.

- **Le siège**

- Un dossier de renouvellement des frais de siège est toujours en cours, déposé pour mémoire en 2021. L'arrêté par l'autorité de tutelle a confirmé le taux préalablement accordé. Un recours a été introduit devant le tribunal administratif de la tarification sur 2022, la prochaine audience est prévue en juin 2024.
- Les équipes RH du Siège ont été renforcées au regard des difficultés rencontrées dans la mise en place et le déploiement de NOVrh (SIRH) au travers du redimensionnement du poste de Responsable Paie et du recrutement associé d'un DRH Adjoint Paie-SIRH-données sociales en mars 2023. Par ailleurs, un 3eme poste de Superviseur de Paie a été créé.
- Un Plan d'Action 2023-2024 dédié à la fonction Paie-SIRH-Données sociales a été constitué mi 2023, et les processus communs entre la DAF-P et la DRH ont été formalisés.
- En lien étroit avec le Comité de Direction de l'association et avec l'appui dédié de la responsable communication, l'équipe développement RH a accru sa mobilisation en faveur de l'optimisation du plan de développement des compétences (formations associatives transverses), l'appui auprès des managers sur les activités Recrutement-Intégration (réalisation de vidéos métier au sein des Etablissements, renforcement de l'utilisation des réseaux sociaux, diffusion du Livret d'Accueil associatif...)
- Sous l'impulsion du Comité de Direction et avec le suivi de la DRH, le Document Unique de Délégation a été enrichi, précisant l'ensemble des subdélégations associées à la fonction d'encadrant intermédiaire
- Le dialogue social institutionnel s'est caractérisé, via NAO, par l'augmentation de la contribution de l'Employeur à la prise en charge du coût de la Mutuelle. Plus largement, l'association s'est dotée en 2023 d'un accord portant sur l'égalité professionnelle, et a sécurisé la conduite des encours sociaux en établissant de manière paritaire une Feuille de route 2023-2024 du CSE
- De manière générale, le Siège a rencontré des difficultés de recrutement sur les postes à pourvoir au regard du peu d'attractivité liée au secteur médico-social même si le renforcement d'équipe, notamment sur la direction DAF-P se profile pour 2024.

- **Le pôle Handicap Ile-de-France**

- Le CPOM Handicap Ile-de-France est effectif sur l'exercice 2023.
Le passage en CPOM a permis de passer certains établissements sous prix de journée en dotation globale (CMPP HOVIA Paris XVIII, EMPRO HOVIA COLOMBES, IME HOVIA PARIS XVII).

- La fin d'année 2023 a également été marquée pour le pôle par la réponse à de nombreux appels à projet notamment l'ouverture d'un SESSAD de 10 places adossées à l'EMPRO HOVIA Colombes, l'extension de 5 places de l'EMPRO HOVIA Colombes, l'ouverture d'un SAMSAH de 15 places par transformation d'une place de l'ESAT Gennevilliers, un SAVS PARIS de 18 places ainsi que d'un SAMSAH PARIS de 18 places. Réponses attendues courant 2024.
- Renforcement de la plateforme administrative et financière sur 2023 notamment sur le sujet des créances par le biais de renfort en personnel malgré de gros soucis d'effectif (maladie, absences, ...). Ce travail de recouvrement de créances sera aussi un axe prioritaire sur 2024 notamment sur les créances antérieures de l'établissement de l'IME HOVIA Paris XVII.
- Le travail initié durant l'année 2022 et poursuivi en 2023 sur le suivi de la facturation et l'analyse des créances de ce pôle a permis le déblocage notamment en fin d'année 2022 et sur début d'année 2023 d'un volume important de créances en paiement sur le périmètre des établissements de Paris 16. Cependant, un travail important de recouvrement de créances reste à faire sur l'établissement de l'IME HOVIA Paris XVII.

- **Le pôle Protection de l'Enfance**

- Création de la plateforme administrative et financière « Protection de l'Enfance » en 2021 sur deux sites (*Lisses et Jambville*) par regroupement à moyens constants des effectifs comptables et gestionnaires de paie. Elle doit encore monter en compétence sur 2024. L'ouverture de nouveau projet doit permettre de renforcer les moyens de la plateforme à terme.
- Première année pleine de fonctionnement pour le service ESPPACE rattaché au FOYER HOVIA Paris XVI. La montée en charge de service se fait plus lentement que prévu.
- Redémarrage des études sur 2023 (toujours en cours sur 2024) concernant des projets de réhabilitation/reconstruction pour les établissements de la protection de l'enfance notamment de la MECS HOVIA Jambville, FOYER HOVIA Paris XVI et du FOYER HOVIA Sèvres.
- Déficit d'activité plus important sur les établissements du CEFH HOVIA Le Mesnil-Théribus, notamment sur le service FORMATION et sur le PLACEMENT FAMILIAL HOVIA EEFE.
- Priorité donnée au recouvrement des créances de la MECS HOVIA Paris 16 et Paris 13 ainsi que du FOYER HOVIA Sèvres sur 2023 afin d'éviter la comptabilisation de pertes sur créances irrécouvrables. Les difficultés rencontrées au niveau de la plateforme notamment les arrêts maladies n'ont pas permis de finaliser ces dossiers. Priorité est donnée sur 2024 à la récupération de ces créances.

- **Le pôle personnes âgées**

- Durement touchés par la crise COVID-19, les effets de celle-ci cumulés à des difficultés d'orientation vers nos structures, des décès, vacances de directions touchent les établissements qui pâtissent d'un déficit d'activité, plus particulièrement sur les établissements de la COURNEUVE, de SAINT-OUEN et de QUINCY. De manière générale, les EHPAD arrive difficilement à maintenir l'activité et les accueils de jour peinent à remplir.
- L'établissement de la COURNEUVE s'est retrouvé en difficulté avec la probabilité d'un arrêté de fermeture temporaire à la suite des recommandations des commissions de sécurités non

réalisées. L'association a mobilisé l'ensemble de ses ressources afin de garantir la continuité de l'établissement et à lever la quasi-totalité des recommandations qui sont toujours en cours de suivis. Cela a permis à l'établissement de rester ouvert mais cela a engendré sur 2023, des coûts conséquents notamment en travaux et en sécurisation des locaux avec l'appel à une société de surveillance (SSIAP).

- Les discussions concernant la signature du CPOM 91 sont toujours en cours de finalisation.
- Le recours au service MEDICOOP a permis d'atténuer les effets de l'absentéisme et de turn-over sur les établissements du pôle. Néanmoins l'appel à ce type de prestation est plus onéreux et l'année 2023 est marqué par un recours massif à ces prestations.

- **Le pôle Handicap Hauts-de-France**

- Le renouvellement du CPOM nouvel génération été signé début 2024, celui-ci était reconduit annuellement tacitement par l'ARS depuis 2 ans. Il prendra effet sur 2024.

- **Le pôle Handicap Normandie**

- Suite à la vente du site de LOUVIERS en 2020, le cahier des charges concernant la relocalisation des activités est toujours en cours de finalisation (*reconstruction du pôle administratif et externat, prise à bail dans le diffus pour l'internat*),
- Dans l'objectif de la relocalisation des établissements de ROUEN, le projet FLAUBERT avait été annulé à l'initiative du bailleur suite à la restructuration du projet immobilier. Un rapprochement avec d'autres opérateurs avait été initié sur 2022 (*AXENTIA, NORMANDIE HABITAT*) ce travail est toujours en cours à l'heure d'aujourd'hui.
- Le renouvellement du CPOM Normandie a été renégocié et signé sur 2023 avec l'intégration de transformation des places de L'IME HOVIA Etrépagny (3 places supplémentaires) et du SESSAD HOVIA Etrépagny (2 places supplémentaires) pour des places relatives au trouble du spectre autistique.
- Modification en fin d'année 2023 avec effet rétroactif à compter de janvier 2023 des agréments par regroupement en dispositif intégré (regroupant l'IME HOVIA Louviers et le SESSAD HOVIA Louviers) du DAME HOVIA Louviers et (regroupant l'IME HOVIA Etrépagny et le SESSAD HOVIA Etrépagny) du DAME HOVIA Etrépagny.

- **Le pôle Handicap Bretagne**

- Le renouvellement du CPOM Sanitaire 2019-2023 actuel est reconduit pour un an jusqu'au 31/12/2024 par l'ARS de façon orale. Nous attendons toujours à ce jour après relance, cet avenant signé de leur part. La renégociation du nouveau CPOM se fera courant 2024. Le CPOM de renouvellement reçu pour la période 2024-2028 est en cours de signature chez nous.
- Nous sommes en attentes concernant le CPC, de la position de l'ARS concernant les différents projets déposés, un projet de médiation animale, appartements thérapeutiques, activité ambulatoire.

A- Renseignements concernant des rubriques de l'actif du bilan

I -IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

II - MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE

Voir le tableau 12 - Actif immobilisé

Les mouvements significatifs mis en évidence par ce tableau sont :

- La mise en service de module concernant le logiciel SIRH de paie NOVrh (voir compte 208 acquisitions), ayant entraîné de fait les sorties au niveau des comptes 232 par l'activation de l'immobilisation,
- La diminution des immobilisations en cours, notamment les honoraires concernant les travaux de réhabilitation du CEFPI Le Mesnil-Theribus dont le projet a été abandonné suite au refus du Conseil Départemental de financer le surcoût. Ces immobilisations en cours ont été comptabilisées en honoraires sur les fonds propres.
- Le reclassement des participations et créances en cours d'exercice (voir comptes 261),

8

Les autres mouvements enregistrés dans les comptes correspondent à des opérations ordinaires réalisées dans le cadre des activités des établissements.

III - METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS

1- Amortissements

Voir le tableau 13 - Dotations & reprises

Les dotations aux amortissements pour dépréciation des éléments d'actifs immobilisés ont été pratiquées suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation :

Frais d'établissement	5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 10 ans
Constructions	20 à 100 ans
Agencements, aménagements de constructions	10 à 20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	1 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier et matériel de bureau	3 à 15 ans

Les amortissements sont pratiqués au prorata temporis.

Exceptionnellement, à la demande des financeurs, une immobilisation peut être totalement amortie sur l'exercice. L'incidence est toutefois non significative.

2- Point de départ de certains amortissements

Suivant les usages du secteur d'activité, la dotation aux amortissements est calculée à compter du 1er janvier de l'exercice suivant la mise en service de l'immobilisation.

Cela concerne les établissements de Louviers, Etrepagny, les EHPAD de Saint-Ouen et de Tremblay, l'EMPRO et le Foyer de Colombes, l'ESAT de Gennevilliers et les établissements de Paris 16.

L'incidence des amortissements dès leur mise en service est toutefois non significative.

3- Provisions pour dépréciation

Il n'y a pas eu des dotations aux provisions pour des éléments d'actif sur 2023 concernant les immobilisations.

Pour rappel, depuis plusieurs exercices, le compte Autres formes de participation (*compte 296600000*) correspond à la dépréciation totale de la convention d'apport en trésorerie à l'association Vert Logis (- 250 K€) dont la liquidation est en cours et sera reprise une fois actée.

I V- ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

Les montants inscrits au bilan et les valeurs correspondantes résultent des derniers prix du marché connus à la clôture des comptes.

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Depuis 2022, la constitution d'une provision ou la mise en irrécouvrabilité de la créance ne sont plus laissées à l'initiative du directeur, mais a fait l'objet d'une étude collégiale conduite par les responsables administratifs, les directions des pôles et la DAF.

La provision des créances est réalisée par une revue exhaustive des soldes, établissement par établissement.

Cette revue exhaustive s'attache à comprendre la structure de chaque solde de créance à date de clôture d'exercice en considérant la nature de la créance, avec une distinction entre les créances vis-à-vis de l'état (Conseil départementaux, ARS, etc.) de celles vis-à-vis de familles ou usagers.

Le provisionnement puis le passage en pertes d'une créance se fait sur la base de cette analyse.

Créances vis-à-vis de l'état :

Pour les créances vis-à-vis de l'état, est pris en considération le délai de forclusion qui diffère entre les différents financeurs.

Les créances frappées de forclusions mais présentant encore une communication entre l'établissement et les financeurs sont provisionnées à 100%.

Les créances frappées de forclusion et ne présentant plus de possibilité de recouvrement font l'objet d'un passage en perte.

Les créances non frappées de forclusion mais présentant un risque au regard de la constitution du dossier administratif et présentant un risque de recouvrement font l'objet d'un provisionnement proportionnel au risque estimé.

Créances vis-à-vis de familles ou usagers :

Les créances vis-à-vis de familles ou usagers ont un statut de créances commerciales et sont donc frappées de forclusion au-delà de 3 ans. Malgré cela, une analyse de la nature de la créance est prise en considération à chaque clôture d'exercice. Ces créances font l'objet d'une provision au regard du risque qu'elles présentent. Toute créance frappée de forclusion fait l'objet d'un passage en perte.

Concernant les valeurs mobilières de placement, une provision est constituée en fin d'exercice lorsqu'une moins-value latente sur les différents titres détenus au 31 décembre est constatée pour les valeurs à capital non garantie.

Voir tableau 14 – Etat des créances

V- CHARGES CONSTATEES D'AVANCE ET PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES

1- Charges constatées d'avances

Charges d'exploitations constatées d'avances : 623 k€

2- Facture à établir usagers

Usagers- factures à établir : 1 212 k€

(Ce compte enregistre des produits de 2023 consécutifs à des attentes de facturations pour les plus importants pour la MECS HOVIA EEFE concernant les changements de tarifs arrivés tardivement en fin d'année et début 2024 pour 150 k€, l'IME HOVIA Paris 17 pour 859 k€ concernant des soucis de facturation CRETONS sur le logiciel et pour l'EMPRO HOVIA Colombes pour 108 k€ pour les facturations CRETONS).

3- Produits à recevoir

Produits à recevoir : 1 004 k€

Ce poste enregistre principalement les produits à recevoir concernant les remboursements d'IJSS, de prévoyance, de formation,

(Ce compte enregistre des produits de 2023 consécutifs à des produits à recevoir pour les plus importants concernant la Crèche Graffiti's HOVIA Rouen pour 216 k€ concernant des subventions 2023 CAF/PSU, CD76, PEP76, ... à recevoir, pour l'ESAT HOVIA Arzon pour 118 k€ concernant les remboursements à recevoir ASP 2023 des TH, pour l'EHPAD HOVIA Courneuve pour 81 k€ concernant les remboursements IJSS, formation, pour le CPD HOVIA Saint-Avé concernant des soldes de dotations 2023, pour le CAMSP HOVIA Rouen concernant le 4T 2023 de la dotation globale).

Les produits à recevoir comprennent également des créances diverses (immobilisations, ANYTIME, OHT).

4- Intérêts courus à recevoir

Intérêts courus à recevoir : 87 k€

Ce poste enregistre les intérêts concernant la créance sur l'immobilière Solidaire Jean Viollet (voir compte 268800000).

B- Renseignements concernant les rubriques du passif du bilan

I- FONDS PROPRES

Voir tableaux 15.1 - Fonds propres & variation, 15.2 Affectation des résultats

1- Réserves

L'affectation des résultats de gestion des activités conventionnées est comptabilisée conformément aux décisions des autorités de contrôle.

2- Report à Nouveau

Le report à nouveau comprend les résultats des établissements sous gestions conventionnées, en attente ou non d'être arrêtés et affectés par les services de tarification et de contrôle des différents établissements.

3- Subventions d'investissement

La variation du montant des subventions 2023 correspond à l'intégration des nouvelles subventions qui ont été accordées à l'association (*principalement concernant des sommes allouées par les financeurs CD, ARS, taxe d'apprentissage, ...*) pour financer des investissements et notamment des équipements, le solde de la subvention CNSA à recevoir concernant l'établissement EMPRO HOVIA Colombes sera débloqué sur 2024. Les reprises de subvention en comptes 139 correspondent aux reprises classiques des durées d'utilisations des équipements ou matériels financés.

Voir Tableau 16 – Subventions d'investissement

4- Provisions réglementées

Les dotations au fonds de roulement, quand elles existent, (*réserve de trésorerie*) sont calculées en fonction des budgets approuvés par les Autorités de Contrôle.

Les dotations aux provisions pour renouvellement des immobilisations ont été reclassées en fonds dédiés (compte 192100000). Ces montants restent, quant à leur utilisation, sous le contrôle des autorités de tutelles.

L'affectation des résultats de cessions d'immobilisations ou de titres de placement est faite conformément à l'Instruction M22. Les produits sont inscrits en compte de résultat puis le résultat de cession est transféré au compte de bilan passif « différence sur réalisation d'actif ».

Les plus ou moins-values d'actif sont retraitées en résultats dans les comptes annuels de l'Association.

La provision réglementée incluse dans les autres fonds associatifs a été reclassée dans le report à nouveau des fonds propres de l'Association (*compte 110 640*).

Voir Tableau 17 - Provisions réglementées

II- FONDS DEDIES

Les « fonds dédiés » sont les comptes du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés sont constitués par :

- Des sommes à destination des investissements,
- Des sommes reçues et dédiées aux financements d'actions spécifiques en faveur des personnes accueillies dans certains établissements mais n'ayant pu être utilisées au cours de l'exercice. Ces écritures constatent ainsi l'engagement d'emploi pris par l'Association envers les financeurs. Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » seront reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme des réalisations des engagements,
- Des sommes reçues et dédiées aux financements des départs en retraite pour les 5 prochaines années,
- Des sommes reçues à destination de l'amélioration des conditions d'accueil et d'accompagnement des usagers de la petite enfance,
- Des sommes reçues et dédiées à la formation des salariés dans le cadre de l'amélioration des compétences et de l'appropriation de nouveaux outils (*salle snoezelen*),
- Des sommes reçues dans le cadre de l'achat d'équipements pour lutter contre la pandémie de COVID-19, ou de reliquats de « primes COVID »,
- Des sommes reçues dans le cadre des mesures SEGUR/LAFORCADE,
- Des sommes destinées aux risques prud'homaux pour faire face aux restructurations en vue des modifications de l'offre,
- Des sommes perçues lors de dons qui n'ont pas été affectées à des projets associatifs.

Voir Tableau 18 - Fonds dédiés & variation

III- PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES

12

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à l'obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Voir Tableau 19 - Provisions pour risques & charges

Concernant l'engagement de départ en retraite des salariés, l'information est fournie dans le paragraphe « engagements hors bilan » ci-après.

IV- ETAT DES DETTES

Les dettes concernent l'argent que l'association doit à ses divers partenaires. Elles peuvent être soit de natures financières (*emprunt*), soit être d'exploitation (*fournisseurs*).

Le passif du bilan distingue les dettes à court terme (*moins d'un an*), généralement celles d'exploitations (*fournisseurs, TVA, salaires ...*) ainsi que les dettes à moyen & long termes (*emprunts*).

Voir tableau 20 – Etat des Dettes

V- PRODUITS CONSTATES D'AVANCE – CHARGES A PAYER SUR DETTES

Les produits constatés d'avance et les charges à payer, comptabilisés en fin d'exercice, se présentent comme suit :

1- Produits constatés d'avances :

Produits constatés d'avance : 60 k€

Les produits constatés d'avance sont constitués de crédits non reconductibles - CNR, reçus en contrepartie d'actions ciblées. Leur utilisation est fonction des charges engagées auxquelles se réfèrent ces CNR.

La perception de la taxe d'apprentissage non encore utilisé est également enregistrée dans ce compte.

2- Charges à payer :

Avances et acomptes reçus sur commande en cours :	1 895	k€
Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	4 230	k€
Dettes fiscales et sociales :	11 450	k€
Dettes sur immobilisations :	126	k€
Autres dettes :	2 747	k€
Total	20 448	k€

Voir tableau 20 – Etat des Dettes

C- Renseignements concernant les rubriques du compte de résultat

I- RUBRIQUES DE PRODUITS

Les produits d'exploitation (GI et GII) par activité (Sanitaire/Médico-Sociales/Autres) entre 2023 et 2022 se répartissent ainsi :

	2023	2022
Sanitaire	1 619 369 €	1 589 393 €
Médico-social	84 541 380 €	84 342 552 €
Autres	6 651 234 €	6 077 898 €
Total (*)	92 811 983 €	92 009 843 €

(*) Hors reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charge.

La partie des produits directement liée à l'exploitation est en légère augmentation du fait de :

- La hausse du taux d'occupation malgré un taux d'occupation à la baisse notamment sur le pôle EHPAD.
- Certaines dotations et prix de journée sont en hausses contrairement à d'autres en baisses du fait des reprises d'excédents antérieurs.
- La reprise de déficits antérieurs (N-2) a été financée au travers de ces dotations ou prix de journées notamment pour les pôles Protection de l'Enfance et Handicap Ile-De-France.

Les produits des activités annexes augmentent plus rapidement car :

Ce sont principalement les résultats des ESAT, l'aide au poste qui alimentent cette catégorie de recettes. C'est donc surtout les produits d'exploitation des autres activités ESAT qui a permis de compenser la baisse des produits du secteur Médico-social.

On y trouve également les subventions de la crèche.

Les autres comptes de produits n'appellent aucun commentaire.

II- RUBRIQUES DE CHARGES

L'analyse des différents postes de charges a été réalisé selon les groupes fonctionnels dont dépendent les associations sous plan comptable M22. De ce fait, le groupe I des charges correspond aux charges de fonctionnement, le groupe II aux charges de personnel et le groupe III aux charges de structures (voir tableau nommé « HOVIA – 2023 – Résultats par établissement » ayant servi de base de travail).

En 2023, les dépenses significatives engagées sont :

Les charges de fonctionnement qui augmentent de 13,79 % à 12 907 k€ contre 11 343 k€ en 2022.

L'inflation impacte très fortement cette catégorie de charges (malgré la sous-activité) qui subit des revalorisations importantes sur les prestations d'alimentation et de restauration, les fluides/énergies et charges de transport ou déplacements (+1 174 k€).

De manière générale sur l'ensemble des pôles de l'Association, les dépenses d'alimentation (+ 600 k€) ont fortement impacté les dépenses de fonctionnement et ceux malgré une baisse d'activité sur certains pôles.

Les postes blanchissage et nettoyage à l'extérieur connaissent également une hausse significative sur 2023 (+ 307 k€). L'augmentation de la capacité de la blanchisserie de l'ESAT PARIS 16 pourra nous permettre de faire des économies potentielles.

Ce poste enregistre également une dépense exceptionnelle de 216 k€ de recours à des SSIAP concernant la sécurisation du site de l'EHPAD de la COURNEUVE.

Ces dépenses bien qu'en forte augmentation entrent dans le champ des dépenses prises en charges par les financeurs.

Les charges liées au personnel (38 918 k€) y compris sociales (15 198 k€), fiscales (5 393 k€) et de sous-traitance (10 285 k€) augmentent de + 3,04 % pour atteindre 69 794 k€ en 2023 contre 67 733 k€ en 2022. Des difficultés récurrentes de recrutement, la multiplicité des contrats courts nous a obligé à un recours massif via une coopérative non lucrative de travail temporaire spécialisée dans le médico-social ainsi que des recours à des agences d'intérim. Ce recours massif engendre une charge supplémentaire de + 2 133 k€.

La masse salariale (CDI et CDD) augmente de 1,51 % entre 2023 et 2022 (+ 891 k€). Le ratio des charges de personnel sur le total des charges passe de 69,9 % en 2022 à 70,9 % en 2023.

La variation négative de congés payés 2023/2022 (- 824 k€) a contribué à atténuer l'impact des hausses de dépenses de personnel.

Les charges de structure diminuent de 12,53 % pour atteindre 15 676 k€ en 2023 contre 17 913 k€ en 2022.

L'amélioration des charges de structure relève principalement du peu de pertes sur créances au cours de cet exercice pour un montant de 8 k€ lorsque cela pesait pour 1 700 k€ en 2022.

De manière pérenne, les créances ont été analysées individuellement en considérant le risque objectif de recouvrement.

Néanmoins, Les locations immobilières et charges locatives, natures de charges qui sont revalorisées par des indices ont enregistré une très forte hausse résultant de l'inflation des éléments pris en compte dans ces indices (+ 566 k€ sur 2023).

La renégociation du marché des assurances avait permis de dégager une économie de 200 k€ sur 2022. Cela conforte la décision du conseil d'administration de création il y a trois ans d'un poste de responsable des achats, dont l'objectif sur 2024 sera de renégocier les marchés de la restauration, de la blanchisserie et du nettoyage.

L'opération de communication engendrent de nouvelles charges depuis 2022 mais le dimensionnement de cette nouvelle fonction créée au sein de l'Association doit permettre une nouvelle visibilité suite à l'impulsion donnée par la fusion et la nouvelle identité.

La fiscalité locale, en forte augmentation sur tous les territoires, pénalise la gestion des sites dont nous sommes propriétaires ou pour lesquels le bail prévoit la prise en charge de ces dépenses.

L'ensembles de ces dépenses récurrentes, qui rentrent dans la gestion normale de nos établissements, doivent être prises en charge par nos financeurs.

Les autres comptes de charges n'appellent aucun commentaire.

III- RUBRIQUES DE RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier de l'association s'établi à – 10 k€ contre – 347 k€ en 2022.

Cette évolution est liée aux principaux éléments suivants :

- La baisse des charges d'intérêt (- 247 k€) se poursuit avec le désendettement de l'association
- D'une valorisation VMP plus favorables sur 2023 ayant pour conséquence une reprise nette de dotation de la provision pour dépréciation (200 k€).
- Les revenus des VMP et des titres sont en hausses sur la gestion propre ainsi que sur le LEGS BOURRE de + 13 k€.

15

IV- RUBRIQUES DE RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel de l'association s'établi à 446 k€.

En augmentation au regard de celui de 2022 en raison d'une légère augmentation des produits exceptionnels et à la fois une baisse des charges exceptionnelles.

Pour 2023, l'augmentation des produits est principalement liée aux reprises des subventions et à la refacturation par le siège social de charges mutualisées par les établissements mais pilotées par le siège ainsi qu'à une augmentation des produits de cession d'éléments d'actif.

Pour les charges, une baisse significative en lien avec les pénalités diverses 2022 constatées notamment celles concernant le défaut de publication de l'index de l'égalité entre les femmes et les hommes, de l'absence d'accord sur la négociation collective en faveur de l'égalité professionnelle et à des pénalités URSSAF. Sur 2023, une majoration de 110 k€ sur la pénalité de l'index

Détail des pertes exceptionnelles :

Pénalités, amendes fiscales et pénales	126 655 €
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion :	970 €
Charges exceptionnelles sur sinistres :	13 092 €
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés :	0 €
Autres charges exceptionnelles :	0 €
Dotations aux amortissements exceptionnelles des immobilisations	30 067 €

Dotations aux amortissements taxe d'apprentissage :	2 705 €
Dotations aux amortissements dérogatoires :	4 228 €
Dotations aux prov. réserves réglementées :	0 €

Détail des profits exceptionnels :

Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 931 €
Produits exceptionnels sur sinistres :	0 €
Produits des éléments d'actifs cédés :	58 111 €
Quote-part des subventions d'investissement	
Virée aux comptes de résultats de l'exercice :	205 625 €
Autres	0 €
Reprises aux amortissements dérogatoires :	0 €
Reprises sur provisions réglementées :	355 198 €

D- AUTRES INFORMATIONS

I- ENGAGEMENTS HORS BILAN

1- Engagements donnés

- Emprunts auprès des organismes bancaires :

Au 31 décembre 2023, l'engagement s'élève à :

- Capital restant dû : 10.120.450 € dont 9.572.696 € assortis de garanties.
- Intérêts restant dus : 2.328.049 €

- SA HLM Le Moulin Vert

Bail à construction EHPAD St Ouen :

- durée du bail : 34 ans
- le loyer est révisé annuellement au 1^{er} juillet de chaque année avec prise en charge du taux du livret A en vigueur à la date de révision et du réajustement des annuités des emprunts PLS indexés sur le taux du livret A.

- Départs en retraite

En application des conventions collectives en vigueur, l'association est tenue de verser une indemnité de départ à tout membre du personnel partant en retraite. Le montant de l'indemnité repose notamment sur l'ancienneté du salarié à la date de son départ de l'association.

Au 31 décembre, les engagements de l'association ont été évalués sur la base de l'indemnité à verser à l'ensemble du personnel au jour de son départ en retraite. Ces engagements ont été déterminés en application de la méthode prospective actualisée sur la base des paramètres suivants :

- Ancienneté acquise à la date théorique du départ en retraite pour chaque salarié,
- Prise en compte de tables de mortalité distinctes pour les salariés hommes et femmes (tables TF et TH 2008-2010),
- Probabilité de présence du salarié dans l'association à la date de départ en retraite

- Taux d'actualisation de 1,0% afin de tenir compte de la situation économique de l'Association
- Taux de charges sociales de 52.6 % sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite des salariés à 67 ans conformément aux dispositions légales.
- Le taux d'évolution des salaires retenu dans le calcul fixé à 1.0 % par an.

La table de Turn Over a été mise à jour pour les salariés sur la base des statistiques d'un turnover moyen.

Sur la base de ces éléments, notre engagement est évalué à 8 520 975 €, au 31 décembre 2023.

- Prêt à l'immobilière Solidaire Jean Viollet :

Dans le cadre de la fusion – absorption avec l'O.H.T., l'association HOVIA a hérité d'un engagement, consenti par l'OHT à l'immobilière Solidaire Jean Viollet en 2017 pour une durée de 30 ans, d'un prêt de 5 060 k€ dont 2 900 k€ ont déjà été versés et sont inscrits à l'actif immobilisé.

L'engagement donné pouvant être débloqué est de l'ordre de 2 100 k€.

- Provision CP maladie

Par 3 arrêts, la Cour de cassation a opéré plusieurs revirements de jurisprudence en décidant d'écarter les dispositions du Code du travail pour se conformer au droit européen en matière d'acquisition de droits à congés payés.

La Haute juridiction écarte partiellement l'application des dispositions des articles L.3141-3 et L.3141-5 du Code du travail (sur le fondement des articles 7 de la Directive 2003/88/CE du 4 novembre 2003 et 31.2 de la Charte des Droits Fondamentaux et de la jurisprudence de la CJUE).

Le Code du travail subordonnait l'acquisition des droits à congés payés à l'exécution d'un travail effectif et excluait les périodes d'arrêt suivantes :

- Accidents et maladies non professionnelles, sauf usage ou disposition conventionnelle plus favorable,
- Accidents du travail et maladie professionnelle au-delà d'une durée d'un an.

Compte tenu de la législation récente et de l'incertitude qui pesait notamment sur le délai de prescription, le montant calculé n'a pas été comptabilisé dans les comptes clos au 31/12/2023. Ce montant calculé selon la « meilleure estimation », pour les salariés présents et ceux ayant quitté l'Association en tenant compte d'un délai de prescription de 3 ans, s'élève à 682 K€ (chargés). Le calcul devra faire l'objet des actualisations récentes de la Loi votée au Sénat le 9 avril 2024 et à l'Assemblée nationale le 10 avril 2024 (Périodes assimilées, Nombre de jours acquis suivant l'origine de l'arrêt, Période de report).

2- Engagements reçus

Dans le cadre de la fusion – absorption de l'OHT, HOVIA devient dettentrice d'un prêt consenti à la SCI 102-104 (*détenue pour 999 parts par l'association Immobilière Solidaire Jean Viollet d'un montant et par HOVIA pour une part via l'apport de l'OHT*) de 2 900 k€ remboursable in fine sur 25 ans (2017 – 2042). Les intérêts, calculés au taux de 0.60 % sont payables annuellement. Une clause préférentielle de ce contrat prévoit le reversement de 50 % de la plus-value générée par la revente éventuelle du bien que finance ce prêt.

II- PRINCIPES D'AGREGATION DES COMPTES

Voir tableau 21 - Tableau de passage

Les comptes présentés, sont les comptes fusionnés de l'association HOVIA.

Ceux-ci sont la somme des comptes des différents établissements : les comptes agrégés sont établis à partir de la comptabilité autonome de chaque établissement auxquelles sont opérés, comme pour les années précédentes, les retraitements suivants :

- élimination des Frais de siège,
- élimination des transferts des plus ou moins-values sur cession d'immobilisations et titres de placement enregistrés en compte de provisions réglementées dans les établissements,
- élimination des comptes et des prestations inter-établissements,
- annulation des provisions pour travaux constatées dans les comptes administratifs,
- frais d'évaluations externes immobilisés ont été annulés et transférés en charges,
- Les crédits octroyés par les financeurs, afin de financer les indemnités de départs en retraite, ont été comptabilisée en fonds dédiés. La provision statistique de 10 %, comptabilisée dans chaque dossier a été annulée car elle ne peut, en fonction de la réglementation comptable, être enregistrée.

III- RESULTAT DES COMPTES ADMINISTRATIFS

Les comptes administratifs étant soumis aux autorités de contrôle, les résultats proposés ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Ces ajustements et l'affectation du résultat ne sont comptabilisés qu'à réception de la réponse définitive du financeur.

18

IV- REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Cumul du salaire brut des 3 plus hauts cadres dirigeants : 367 959 €.

V- EFFECTIF

Evolution des ETP présent au 31 décembre 2023 par rapport à 2022 :

ETP	2023	2022	Ecart
DIRECTION	69.90	47.53	+47.06
ADMINISTRATION	118.58	116.96	+1.39
MEDICAL PARA-MEDICAL	229.45	199.52	-15.00
SOCIO EDUCATIF	384.66	426.14	-9.73
SERVICES GENERAUX	218.25	219.38	-0.52
ASSISTANTES FAMILIALES	35.00	38.00	+7.89
Total	1 055.90	1 047.53	+8.37

Cette très légère hausse peut s'expliquer par :

- Une difficulté croissante de recruter des collaborateurs sur des postes très opérationnels (AMP, auxiliaire de vie, aide-soignante, éducateurs, ...) du fait du peu d'attractivité du secteur.

- Des départs et des mouvements de personnels depuis la crise sanitaire toujours plus importants dans le secteur, les salariés n'hésitant plus à changer régulièrement d'employeur et ceux malgré les différentes revalorisations salariales obtenu pour le secteur.

Des actions ont déjà été entreprises pour pallier l'absence de collaborateurs (*prestataire MEDICOOP, Job Dating, sollicitation des missions locales, ...*).

VI- VALORISATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE

La contribution des membres bénévoles des instances de l'association a été valorisée en considérant une durée moyenne pour chaque rendez-vous, le nombre des membres présents auquel a été appliqué le SMIC horaire en vigueur pour l'année 2023.

Membres bénévoles :

1 AG = 22 personnes x 4 heures x 11,52 €	=	1 014 €
7 CA = 94 personnes x 3 heures x 11.52 €	=	3 249 €
11 bureaux = 47 personnes x 2 heure x 11.52 €	=	<u>1 083 €</u>
Total		5 346 €

VII- HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes sont comptabilisées pour un montant de 60 k€ TTC en 2023.

VIII- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES

Néant



12 - Actif immobilisé

Actif Immobilisé	Exercice clos le 31/12/2022	Acquisitions	Sorties	Consolidation	Exercice clos le 31/12/2023
Immobilisations incorporelles :	2 287 845	315 737	208 183	-	2 395 400
Frais d'établissement					
201100000 FRAIS PREMIER ETABLISSEMENT	236 605	-	-	-	236 605
201200000 FRAIS DE REORGANISATION	67 849	-	-	-	67 849
201300000 FRAIS D EVALUATION OPERATION DIV	-	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement					
203400000 EVALUATION EXTERNE	-	-	-	-	-
Logiciels, droits & valeurs similaires					
205100000 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES,	154 785	8 210	-	-	162 995
Autres					
208000000 RESERVATION MOULIN VERT	35 063	-	-	-	35 063
208001000 RESERVATION ASSO P BONHOMME	274 408	-	-	-	274 408
208100000 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLE	1 378 161	240 132	9 827	-	1 608 466
Immobilisations incorporelles en cours					
232000000 IMMOBIL.INCORPORELLES EN COURS	3 642	-	-	-	3 642
232100000 IMMO INCORPORELLE EN COURS	137 332	67 396	198 356	-	6 372
Avances et acomptes versés sur commandes					
Immobilisations corporelles :	69 396 684	2 862 818	1 769 847	-	70 489 655
Terrains					
211100000 TERRAINS	1 274 927	-	-	-	1 274 927
212100000 AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES TER	126 077	-	-	-	126 077
Constructions					
213100000 BATIMENTS	33 491 592	2 077	27 014	-	33 466 656
213500000 INSTALLATIONS .GENERALES	9 567 858	492 649	18 402	-	10 042 104
Installations techniques, matériels et outillage industriels					
215110000 EQUIPEMENT DES ATELIERS	1 106 694	10 771	5 386	-	1 112 080
215400000 MATERIEL ET OUTILLAGE	1 082 184	73 028	41 085	-	1 114 127
215401000 MATERIEL ET OUTILLAGE - SUBVENTION	16 055	-	-	-	16 055
Autres					
218100000 INSTALL.GENE., AGENCEM., AMENAG. DI	6 462 536	864 282	291 076	-	7 035 742
218200000 MATERIEL DE TRANSPORT	2 931 274	558 404	169 707	-	3 319 971
218300000 MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFO	2 093 834	190 302	67 273	-	2 216 863
218400000 MOBILIER	6 380 628	151 179	129 199	-	6 402 607
218401000 MOBILIER	120	-	-	-	120
218402000 MOB MAT CHAMBRE SEJOUR	640	-	-	-	640
218403000 MOB MAT INFIRMERIE	34 476	-	-	-	34 476
218404000 MOB MAT BLANCHISSERIE	3 416	-	-	-	3 416
218405000 MAT ENTRETIEN HYGIENE	8 641	26 650	-	-	35 291
218500000 CHEPTEL	-	1 500	-	-	1 500
218800000 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 281 100	268 984	357 796	-	3 192 288
228100000 IMMOBILISATIONS FINANCEMENT,TAXE AP	777 072	3 032	-	-	780 104
Immobilisations corporelles en cours					
231100000 IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COUR	712 779	154 954	618 146	-	249 587
231300000 IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COUR	22 140	-	-	-	22 140
Avances et acomptes					
237100000 AVANCES ET ACOMPTES VERSES/COM IMMO	-	2 724	-	-	2 724
238100000 AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR CDES	22 643	62 281	44 764	-	40 160
Immobilisations financières (I)	7 053 012	216 466	539 844	-	6 729 634,30
Participations et créances					
261800000 CREDIT COOPERATIF PARTS SOC	570 655	5 688	-	-	576 343
261800001 CA PART SOC CT N°01467263601	500	-	-	-	500
261800002 SOGAMA PARTS SOC	26 751	-	-	-	26 751
261800003 CREDIT MUTUELLE PARTS SOC	15	-	-	-	15
261800004 I3F PARTS SOC	12 662	-	-	-	12 662
261800005 IMMEUBLE ST GEORGE PARTS SOC	31 252	-	-	-	31 252
261800006 PART SOC GCSMS	1 000	-	-	-	1 000
261800007 PART SOC GCSMS ALMEA	-	3 855	1 000	-	2 855
261810000 SCI 102-104 JOUFFROY D'ABBANS	1	-	-	-	1
Créances rattachées à des participations					
267500000 VERSMT. REPRESENTATIFS. APPORT. VER	250 000	-	-	-	250 000
268100000 CREANCE SCI 102-104 JOUFFROY D'ABBA	2 900 000	-	-	-	2 900 000
268800000 CREANCE IMMO SOLIDAIRE JEAN VIOLETT	69 600	17 400	-	-	87 000
Autres titres immobilisés					
272200010 B.M.T.N ANNUEL	500 052	-	500 052	-	-
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
273000010 TITRES ECOFI TAUX FIXES 2013 GAGES	110 851	-	-	-	110 851
273000020 TITRES SOCIETE GENERALE	53 895	-	-	-	53 895
Prêts					
274310000 PRET PART.EMPLOY.EFFORT CONSTRUCTIO	2 121 455	160 023	69	-	2 281 410
Autres immobilisations financières					
275100000 DEPOTS VERSES	265 896	25 121	15 683	-	275 334
275500000 CAUTIONNEMENTS	13 246	4 379	3 040	-	14 585
276100000 CREANCES DIVERSES	22 183	-	-	-	22 183
276101000 CREANCES BFCC/FMG	82 998	-	-	-	82 998
276300000 CREANCE DOT ETS SANTE ART 50 LFSS21	20 000	-	20 000	-	-
TOTAL I	78 737 542	3 395 021	2 517 873	-	79 614 690



13 - Dotations et reprises

Dotations aux amortissements & provisions sur actif immobilisé	Exercice clos le 31/12/2022	Dotations	Reprises	Consolidation	Exercice clos le 31/12/2023
Immobilisations incorporelles :	1 355 856	167 146	9 827	- 1 602	1 511 573
Frais d'établissement					
280100000 AMORT. FRAIS D'ETABLISSEMENT	256 547	25 792	-	-	282 339
Frais de recherche et de développement					
280300000 AMORT FRAIS EVALUATION	-	1 602	-	- 1 602	-
Logiciels, droits & valeurs similaires					
280500000 AMORT. CONCESSIONS ET DROITS SIMILA	131 818	3 464	-	-	135 282
Autres					
280800000 AMORT. AUTRES IMMOBILISATIONS INCOR	693 083	136 289	9 827	-	819 545
280801000 AMORT. RESERV FOYER P BONHOMME	274 408	-	-	-	274 408
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Immobilisations corporelles :	36 839 598	3 643 872	1 031 570	-	39 451 900
Terrains					
281200000 AMORT. AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	65 444	8 568	-	-	74 012
Constructions					
281300000 AMORT. CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE	11 906 440	-	4 159	-	11 902 281
281310000 AMORT; BATIMENTS	1 202 190	1 114 729	24 937	-	2 291 982
281350000 AMORT. I.G.A.A.C	7 540 301	416 893	10 607	-	7 946 587
Installations techniques, matériels et outillage industriels					
281510000 AMORT. MATERIEL ET OUTILLAGE	881 263	70 435	40 696	-	911 002
281511000 AMORT. EQUIPT ATELIERS	453 589	108 513	-	-	562 102
Autres					
281810000 AMORT. I.G.A.A.D	3 856 154	479 753	273 309	-	4 062 598
281820000 AMORT. MATERIEL DE TRANSPORT	2 069 102	389 603	169 158	-	2 289 546
281830000 AMORT. MATERIEL DE BUREAU,INFORMATI	1 384 455	298 701	22 238	-	1 660 918
281840000 AMORT. MOBILIER	4 108 360	485 830	129 371	-	4 464 819
281845000 AMORT. MAT HYGIENE	3 292	3 122	-	-	6 414
281850000 AMORT. CHEPTEL	-	232	-	-	232
281880000 AMORT. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPO	2 594 639	264 789	357 094	-	2 502 334
281881000 AMORT. AUTRES IMMOB,TAXE APPRENTISS	774 369	2 705	-	-	777 074
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations financières (1)	253 788	-	3 788	-	250 000
Participations et créances					
Créances rattachées à des participations					
296600000 AUTRES FORMES DE PARTICIPATION	250 000	-	-	-	250 000
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
297300000 DEPRECIATION TITRES PORTEFEUILLE IM	3 788	-	3 788	-	-
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL I	38 449 241	3 811 019	1 045 185	- 1 602	41 213 473



14 - Etat des créances

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023			
	Brut	1 an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Immobilisations financières (1)	2 676 510	-	-	2 676 510
Prêts	2 281 410	-	-	2 281 410
Autres immobilisations financières	395 100	-	-	395 100
Avances et acomptes versés sur commandes	322 111	322 111	-	-
Créances (1) :	23 584 108	23 450 791	-	133 316
Créances usagers et comptes rattachés (2)	19 437 448	19 304 132	-	133 316
Autres	4 146 660	4 146 660	-	-
Charges constatées d'avance	622 596	622 596	-	-
TOTAL	27 205 324	24 395 498	-	2 809 826
	100,0%	89,7%	0,0%	10,3%

Composition des fonds propres	Exercice clos le 31/12/2022	Augmentation (constitution)	Diminution (consommation)	Exercice clos le 31/12/2023	Variation 2022 / 2023
Fonds propres					
Fonds propres sans droit de reprise	20 954 550	181 855	537 173	20 599 232	355 318
102100000 VALEUR DU PATRIMOINE INTEGRE	3 359 773	0	0	3 359 773	0
102400000 APPORTS SANS DROIT DE REPRISE	17 231 070	0	0	17 231 070	0
102600000 DOTATION ETS DE SANTE ART 50 LFSS21	363 708	181 855	537 173	8 390	355 318
Ecart de réévaluation sans droit de reprise	313 297	0	0	313 297	0
105100000 ECARTS DE REEVAL.SUR BIENS SANS DRO	313 297	0	0	313 297	0
Réserves	22 033 779	2 144 351	376 435	23 801 695	-1 767 916
- Sous gestion propre	2 373 845	125 134	132 390	2 366 589	7 256
106852110 EXCED.AFFECT INVEST HEBERGAT AV CPOM	0	0	0	0	0
106852130 EXCED AFFECT INV APRES CPOM	461 093	0	125 134	335 959	125 134
106852200 EXCED AFFECT RES INVESTISSEMENT	1 255 496	0	0	1 255 496	0
106856130 EXCED AFF COMP DEF APRES CPOM	3 000	0	0	3 000	0
106856200 EXCED AFFECT RC DEFICIT	4 256	0	7 256	-3 000	7 256
106857130 EXCED AFF RC CHG AMORT APRES CPOM	0	125 134	0	125 134	-125 134
106880000 RESERVES DIVERSES	650 000	0	0	650 000	0
- Sous gestion contrôlée	19 659 933	2 019 217	244 045	21 435 106	-1 775 172
106800000 RESERVES PR PROJETS DE L'ENTITE	762	0	0	762	0
106852110 EXCED.AFFECT INVEST HEBERGAT AV CPOM	2 953 314	0	0	2 953 314	0
106852130 EXCED AFFECT INV APRES CPOM	1 615 079	319 712	0	1 934 791	-319 712
106852200 EXCED AFFECT RES INVESTISSEMENT	3 615 267	172 990	0	3 788 257	-172 990
106855110 EXCED.AFFECT BFR HEBERGAT AV CPOM	1 105 701	0	0	1 105 701	0
106855130 EXCED AFFECT BFR APRES CPOM	616 438	0	0	616 438	0
106855200 EXCED AFFECT COUVERT BFR	1 143 019	21 295	0	1 164 315	-21 295
106856110 EXCED.AFF COMP DEF HEBERGAT AV CPOM	1 155 944	0	0	1 155 944	0
106856120 EXCED .AFF COMPDEF DEP SOIN AV CPOM	1 970 061	184 082	0	2 154 143	-184 082
106856130 EXCED AFF COMP DEF APRES CPOM	757 265	270 969	52 491	975 744	-218 479
106856200 EXCED AFFECT RC DEFICIT	1 164 119	205 931	129 055	1 240 995	-76 876
106857130 EXCED AFF RC CHG AMORT APRES CPOM	368 262	105 000	0	473 262	-105 000
106857200 EXCED AFFECT RC CHG AMORT	3 194 702	739 238	62 499	3 871 441	-676 739
106880000 RESERVES DIVERSES	0	0	0	0	0
Report à nouveau	4 412 262	18 511 352	21 546 391	1 377 223	3 035 039
Report à nouveau gestion propre	12 920 036	1 603 065	2 237 268	12 285 833	634 203
110000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS crédit	7 042 558	68 268	281 315	6 829 512	213 046
110500000 RAN GESTION PROPRE ESMS crédit	841 433	0	0	841 433	0
110640000 REPORT A NOUVEAU ARTT	31 283	0	0	31 283	0
110650000 RAN RESERVES PLUS VALUES NETTES (2)	5 452 390	0	0	5 452 390	0
119000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS débit	-283 853	70 996	492 152	-705 010	421 156
119100000 RAN HORS TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	30 418	-	-	30 418	-
119999000 RAN HORS TUTELLE (REJETS)	133 357	-	-	133 357	-
120100000 RESULT.DE L'EXERC.(EXC.) S/S CTRL D	-	1 463 801	1 463 801	-	-
129100000 RESULT.DE L'EXERC.(DEF.) S/S CTRL D	-	-	-	-	-
Résultats sous contrôle de tiers financeurs (a)	8 507 774	16 908 287	19 309 123	10 908 610	2 400 836
115000000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION crédit	3 574 801	4 970 953	3 719 156	4 826 598	1 251 797
115011100 RAN EXCED GEST CTR HEB AV CPOM	104 967	-	-	104 967	-
115011200 RAN EXCED GEST CTR SO/DE AV CPOM	35 584	-	-	35 584	-
115011300 RAN EXCED GEST CTR EHPAD APRES CPOM	413 016	-	-	413 016	-
115012000 RAN EXCEDENT GESTION CONTROLEE	1 962 075	4 124 055	2 085 436	4 000 694	2 038 620
115030000 RAN. AFFECT.FIN MESURES D'EXPL N	697 424	314 638	109 794	902 268	204 844
115190000 RAN TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	1 022	-	1 101	2 123	1 101
115900000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION débit	6 030 384	6 396 425	6 222 563	5 856 521	173 863
115901100 RAN HEB AVANT CPOM	615 921	-	155 807	771 728	155 807
115901200 RAN SOIN/DEP AVANT CPOM	42 221	-	-	42 221	0
115901300 RAN EHPAD APRES CPOM	33 827	-	33 291	67 119	33 291
115902000 R.A.N FINANCEURS AUTRES ETAB	1 539 572	511 488	4 409 582	5 437 665	3 898 093
115912000 RAN CHARGES REJETEES EX1141	2 695 434	36 525	1 864 349	4 523 258	1 827 824
115912100 RAN CHARGES REJETEES EX1148	2 043 416	-	-	2 043 416	-
115921000 AMORT. COMPTAB EXCEDENT DIF EX1161	12 523	-	-	12 523	-
115922000 DPENSES POUR CONGS PAYS EX1162	2 088 682	554 202	708 045	2 242 525	153 843
115923000 AUTR DROITS ACQUIS PAR L SAL EX1163	187 824	-	-	187 824	-
115928000 AUTRES DEP NON OPPOSABLES EX1168	4 816	-	-	4 816	-

15.1 - Fonds propres

Composition des fonds propres	Exercice clos le 31/12/2022	Augmentation (constitution)	Diminution (consommation)	Exercice clos le 31/12/2023	Variation 2022 / 2023
Excédent ou déficit de l'exercice (b)	- 1 940 219	- 3 621 962	- 1 940 219	- 3 621 962	1 681 743
- Dont excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 1 292 232	- 3 325 234	- 1 292 232	- 3 325 234	2 033 002
- Dont excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	647 987	296 727	647 987	296 727	944 714
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 881 442	372 190	443 312	1 810 320	71 122
131000000 SUBVENTION	520 000	48 417	-	568 417	- 48 417
131500000 SUBVENTION INVEST - CNR ARS	94 122	-	-	94 122	-
131700000 SUBVENTION ENT & ORG PRIVES	54 200	14 100	-	68 300	- 14 100
131800000 AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 304 382	70 538	100 763	2 274 158	30 224
131810000 SUBVENTIONS TAXE D'APPRENTISSAGE	837 201	1 449	136 924	701 726	135 475
139000000 REPRISE SUBVENTION	223 943	-	54 076	278 019	- 54 076
139500000 REPRISE SUBVENTION D'INVEST CNR ARS	67 533	-	1 833	69 366	- 1 833
139700000 REP SUBV ENT & ORG PRIVES	20 732	-	11 030	31 762	- 11 030
139800000 REPRISES AUTRES SUBVENTIONS D'INVES	839 663	100 763	133 459	872 359	- 32 696
139810000 REPRISES SUBVENTIONS TAXE D'APPRENT	776 594	136 924	5 227	644 897	- 131 697
Provisions réglementées	271 057	428 679	424 451	275 285	- 4 228
141100000 PROVISIONS REGLEMENTEES: RESERVE DE	157 612	-	-	157 612	-
142100000 PROV REGL RENOUV.DES IMMOBILISATION (1)	-	366 340	366 340	-	-
145100000 PROV.AMORT.DEROGATOIRE	37 426	4 228	-	41 654	- 4 228
148200000 FONDS D'INVESTISSEMENT	76 019	-	-	76 019	-
148610000 PROV.REGL.:AFFER.PLUS-VALUE NET ACT (2)	-	58 111	58 111	-	-
TOTAL FONDS PROPRES	47 926 168	18 016 466	21 387 543	44 555 091	3 371 077

(1) Transfert en "Fonds dédiés" (hors tableau des "Fonds propres")

(2) Transfert en "Réserves de PV nettes"



15.2 - Affectation des résultats

Composition des résultats	Exercice clos le 31/12/2022	Augmentation	Diminution	Exercice clos le 31/12/2023	Variation 2022 / 2023
Réserves	22 033 779	2 703 995	936 079	23 801 695	1 767 916
106800000 RESERVES PR PROJETS DE L'ENTITE	762	-	-	762	-
106850000 RESERVE DE TRESORERIE	-	21 031	21 031	-	-
106852110 EXCED.AFFECT INVEST HEBERG AV CPOM	2 953 314	-	-	2 953 314	-
106852130 EXCED AFFECT INV APRES CPOM	2 076 172	319 712	125 134	2 270 750	194 578
106852200 EXCED AFFECT RES INVESTISSEMENT	4 870 762	172 990	-	5 043 752	172 990
106855110 EXCED.AFFECT BFR HEBERG AV CPOM	1 105 701	-	-	1 105 701	-
106855130 EXCED AFFECT BFR APRES CPOM	616 438	-	-	616 438	-
106855200 EXCED AFFECT COUVERT BFR	1 143 019	21 295	-	1 164 315	21 295
106856110 EXCED.AFF COMP DEF HEBERG AV CPOM	1 155 944	150 069	150 069	1 155 944	-
106856120 EXCED .AFF COMPDEF DEP SOIN AV CPOM	1 970 061	349 295	165 213	2 154 143	184 082
106856130 EXCED AFF COMP DEF APRES CPOM	760 265	288 438	69 959	978 744	218 479
106856200 EXCED AFFECT RC DEFICIT	1 168 376	214 261	144 641	1 237 995	69 620
106857130 EXCED AFF RC CHG AMORT APRES CPOM	368 262	230 134	-	598 396	230 134
106857200 EXCED AFFECT RC CHG AMORT	3 194 702	865 766	189 027	3 871 441	676 739
106860000 RESERVE DE COMPENSATION	-	-	-	-	-
106861100 RC EHPAD SECTION TARIFAIRE HEBERGEM	-	-	-	-	-
106861200 RC EHPAD SECTION TARIFAIRE DEPENDAN	-	-	-	-	-
106861300 RC EHPAD SECTION TARIFAIRE SOINS	-	71 004	71 004	-	-
106880000 RESERVES DIVERSES	650 000	-	-	650 000	-
Report à nouveau gestion propre	12 920 036	12 114 332	12 748 535	12 285 833	- 634 203
110000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS crédit	7 042 558	727 044	940 091	6 829 512	- 213 046
110500000 RAN GESTION PROPRE ESMS crédit	841 433	118 345	118 345	841 433	-
110640000 REPORT A NOUVEAU ARTT	31 283	-	-	31 283	-
110650000 RAN RESERVES PLUS VALUES NETTES	5 452 390	-	-	5 452 390	-
119000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS débit	- 283 853	70 996	492 152	- 705 010	- 421 156
119100000 RAN HORS TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	- 30 418	14 879	14 879	- 30 418	-
119999000 RAN HORS TUTELLE (REJETS)	- 133 357	-	-	- 133 357	-
120100000 RESULT.DE L'EXERC.(EXC.) S/S CTRL D	-	5 180 001	5 180 001	-	-
129100000 RESULT.DE L'EXERC.(DEF.) S/S CTRL D	-	6 003 066	6 003 066	-	-
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	- 8 507 774	21 689 982	24 090 818	- 10 908 610	- 2 400 836
115000000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION crédit	3 574 801	7 020 116	5 768 319	4 826 598	1 251 797
115011100 RAN EXCED GEST CTR HEB AV CPOM	104 967	42	42	104 967	-
115011200 RAN EXCED GEST CTR SO/DE AV CPOM	35 584	-	-	35 584	-
115011300 RAN EXCED GEST CTR EHPAD APRES CPOM	413 016	-	-	413 016	-
115012000 RAN EXCEDENT GESTION CONTROLEE	1 962 075	5 392 170	3 353 551	4 000 694	2 038 620
115030000 RAN. AFFECT.FIN MESURES D'EXPL N	697 424	471 051	266 207	902 268	204 844
115103100 RAN (CR) EHPAD SECTION TARIFAIRE HE	-	-	-	-	-
115103300 RAN (CR) EHPAD SECTION TARIFAIRE SO	-	-	-	-	-
115113100 EXCEDT HEBERG AV AFFECT.MESURES EXPLO	-	-	-	-	-
115190000 RAN TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	- 1 022	-	1 101	- 2 123	- 1 101
115193100 RAN (DB) EHPAD SECTION TARIFAIRE HE	-	-	-	-	-
115193200 RAN (DB) EHPAD SECTION TARIFAIRE DE	-	-	-	-	-
115193300 RAN (DB) EHPAD SECTION TARIFAIRE SO	-	-	-	-	-
115400000 RESULTAT EN ATTENTE D'AFFECTATION (-	-	-	-	-
115900000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION débit	- 6 030 384	6 396 425	6 222 563	- 5 856 521	173 863
115901100 RAN HEB AVANT CPOM	- 615 921	118 727	274 534	- 771 728	155 807
115901200 RAN SOIN/DEP AVANT CPOM	- 42 221	107 997	107 997	- 42 221	0
115901300 RAN EHPAD APRES CPOM	- 33 827	-	33 291	- 67 119	33 291
115902000 R.A.N FINANCEURS AUTRES ETAB	- 1 539 572	768 531	4 666 625	- 5 437 665	3 898 093
115912000 RAN CHARGES REJETEES EX1141	- 2 695 434	513 797	2 341 621	- 4 523 258	1 827 824
115912100 RAN CHARGES REJETEES EX1148	- 2 043 416	-	-	- 2 043 416	-
115921000 AMORT. COMPTAB EXCDENT DIF EX1161	- 12 523	1 156	1 156	- 12 523	-
115922000 DPENSES POUR CONGS PAYS EX1162	- 2 088 682	839 405	993 248	- 2 242 525	153 843
115923000 AUTR DROITS ACQUIS PAR L SAL EX1163	- 187 824	13 689	13 689	- 187 824	-
115928000 AUTRES DEP NON OPPOSABLES EX1168	- 4 816	46 874	46 874	- 4 816	-
Excédent ou déficit de l'exercice (b)	- 1 940 219	- 3 621 962	- 1 940 219	- 3 621 962	- 1 681 743
Totaux	24 505 822	32 886 347	35 835 212	21 556 957	- 2 948 865



16 - Subventions d'investissement

Composition des subventions	Exercice clos le 31/12/2022	Dotations	reprises	Exercice clos le 31/12/2023	Variation 2022 / 2023
Autres fonds associatifs					
131000000 SUBVENTION	520 000	48 417	-	568 417	48 417
131500000 SUBVENTION INVEST - CNR ARS	94 122	-	-	94 122	-
131700000 SUBVENTION ENT & ORG PRIVES	54 200	14 100	-	68 300	14 100
131800000 AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 304 382	70 538	100 763	2 274 158	- 30 224
131810000 SUBVENTIONS TAXE D'APPRENTISSAGE	837 201	1 449	136 924	701 726	- 135 475
139000000 REPRISE SUBVENTION	223 943	-	54 076	278 019	- 54 076
139500000 REPRISE SUBVENTION D'INVEST CNR ARS	67 533	-	1 833	69 366	- 1 833
139700000 REP SUBV ENT & ORG PRIVES	20 732	-	11 030	31 762	- 11 030
139800000 REPRISES AUTRES SUBVENTIONS D'INVES	839 663	100 763	133 459	872 359	- 32 696
139810000 REPRISES SUBVENTIONS TAXE D'APPRENT	776 594	136 924	5 227	644 897	- 131 697
TOTAL DES SUBVENTIONS	1 881 442	372 190	443 312	1 810 320	- 71 122



17 - Provisions réglementées

Provisions réglementées	Exercice clos le 31/12/2022	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Ecritures de consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2023
Provisions réglementées	271 057	428 679	424 451	-	366 340	-	-	275 285
141100000 PROVISIONS REGLEMENTEES: RESERVE DE	157 612	-	-	-	-	-	-	157 612
142100000 PROV REGL RENOUV.DES IMMOBILISATION	-	366 340	366 340	-	366 340	-	-	-
145100000 PROV.AMORT.DEROGATOIRE	37 426	4 228	-	-	-	-	-	41 654
148200000 FONDS D'INVESTISSEMENT	76 019	-	-	-	-	-	-	76 019
148610000 PROV.REGL.:AFFER.PLUS-VALUE NET ACT	0	58 111	58 111	-	-	-	-	-

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée.

Changement comptable ANC N°2018-06

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable oblige les associations à neutraliser la PV réalisée sur des cessions d'actifs par la constitution d'une provision (sauf instruction contraire du financeur en gestion contrôlée).

Cette provision est remontée en réserves au niveau des fonds propres de l'association



18 - Fonds dédiés & variation

Fonds dédiés	Exercice clos le 31/12/2022	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Ecritures de consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2023
Fonds dédiés :								
- Sur investissements								
192100000 FONDS DEEDIES INVESTISSEMENT	4 124 420	39 573	355 198	-	-	-	-	3 808 795
192100000 FONDS DEEDIES INVESTISSEMENT	4 124 420	39 573	355 198	-	-	-	-	3 808 795
- Sur subventions de fonctionnement								
194000000 FONDS DEEDIES SUBV FONCTIONNEMENT	3 611 055	894 890	763 605	-	-	-	-	3 742 340
194000000 FONDS DEEDIES SUBV FONCTIONNEMENT	511 854	550 978	106 090	-	-	-	-	956 741
194100000 FONDS DEEDIES RTT	12 645	-	508	-	-	-	-	12 137
194200000 FONDS DEEDIES PETITE ENFANCE	284 743	2 231	2 231	-	-	-	-	284 743
194212000 FONDS DEEDIES POUR EQUIPEMENTS (PROP	47 187	661	1 405	-	-	-	-	46 443
194215000 FONDS DEEDIES FORMATION	1 091 212	-	225 796	-	-	-	-	865 415
194230000 FONDS DEEDIES PRUD'HOMME	537 449	195 655	-	-	-	-	-	733 104
194240000 FONDS DEEDIES RETRAITES	569 154	-	353 868	-	-	-	-	215 286
194250000 FONDS DEEDIES COVID 19	556 810	145 366	73 706	-	-	-	-	628 470
- Sur autres ressources								
195000000 FONDS DEEDIES CONTRIB FI AUTRES ORGA	1 308 635	117 778	6 000	-	-	-	-	1 420 413
196000000 FONDS DEEDIES DONS ET LEGS	-	117 778	-	-	-	-	-	109 928
196000000 FONDS DEEDIES DONS ET LEGS	1 316 485	-	6 000	-	-	-	-	1 310 485

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée.

Changement comptable ANC N°2018-06

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable ne permet pas la constitution d'une provision statistique. Bien que soumise aux financeurs, elle doit être annulée dan les comptes consolidés de l'association.



Variation des fonds dédiés	A l'ouverture d'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'investissement	4 124 420	708 451	- 1 024 077	-	-	3 808 795	
Subventions d'exploitation	3 611 055	-	392 304	-	523 590	3 742 340	
Contributions financières d'autres organismes	- 7 850	-	-	-	117 778	109 928	
Ressources liées à la générosité du public	1 316 485	- 1 316 485	- 11 732	-	1 322 216	1 310 485	
TOTAL	9 044 110	- 608 033	- 1 428 113	-	1 963 584	8 971 548	-



19 - Provisions pour risques & charges

Provisions pour risques & charges	Exercice clos le 31/12/2022	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Annulation en consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2023
Provisions pour risques	186 567	1 560 553	1 588 262	113 498	-	-	852 090	158 858
151110000 PROVISIONS POUR LITIGES	3 563	-	3 563	-	-	-	-	-
151880000 AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	-	197 000	197 000	-	-	-	-	-
151881000 PROVISIONS POUR RISQUES PRUDHOMMES	183 004	138 846	162 992	-	-	-	-	158 858
153100000 PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGAT	-	1 224 707	1 224 707	113 498	-	-	852 090	-
Provisions pour charges	110 842	235 267	346 109	-	336 638	-	-	-
157210000 PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	110 842	-	110 842	-	110 842	-	-	-
158800000 AUTRES PROV. PR CHARGES	-	235 267	235 267	-	225 796	-	-	-
158840000 PROVISIONS RTT	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable ne permet pas la constitution d'une provision statistique. Bien que soumise aux financeurs, elle doit être annulée dan les comptes consolidés de l'association.



20 - Etat des dettes

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023			
	Brut	1 an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	10 876 437	1 753 991	3 794 140	5 328 306
Emprunts et dettes financières divers	68 838	68 838	-	-
Redevables avances reçues	-	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	1 895 257	1 895 257	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)(c)	4 230 042	4 230 042	-	-
Dettes fiscales et sociales	11 450 117	11 450 117	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	126 326	126 326	-	-
Autres dettes	2 747 175	2 747 175	-	-
Produits constatés d'avance	59 510	59 510	-	-
TOTAL	31 453 702	22 331 256	3 794 140	5 328 306
	100,0%	71,0%	12,1%	16,9%